

Évaluation Finale Externe

"Projet d'amélioration de la sécurité alimentaire de 832 garçons et filles dans la région de Ségou au Mali"

Mali - Février 2019

ACRONYMES

ADE	Approche Droits de l'Enfant
AE	Académie d'Enseignement
AME	Association des Mères d'Elèves
APE	Association des Parents d'Elèves
BNCE	Bureau National Catholique pour l'Enfance
CGS	Comités de Gestion Scolaire
CLBE	Comité Local de Bientraitance des Enfants
Educo	Fundación Educación y Cooperación
EHA	Eau Hygiène et Assainissement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation
ND	Non Disponible
PDECOM	Plans de Développement de l'Education Communal
PDESC	Plan de développement économique, social et culturel
PM	Périmètre maraicher

Résumé exécutif extrait du document « *Evaluation finale du projet d'amélioration de la sécurité alimentaire de 832 garçons et filles dans la région de Ségou au Mali* » élaboré au Mali par le Centre d'Expertise d'Etudes, de Formation et d'Accompagnement en Développement (CEFAD) en Février 2019.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

INTRODUCTION

Le projet d'amélioration de la sécurité alimentaire de 832 garçons et filles dans la région de Ségou est le fruit d'une étude réalisée par Educo en 2013 sur la situation nutritionnelle des enfants de 0 à 59 mois et des femmes de 15 à 49 ans dans les aires de santé de la zone de Farako. Les résultats de ce diagnostic de 2013, montrent que 34% d'enfants de la zone de Bako sont touchés par la malnutrition aigüe. Les enfants de sexe masculin (52%) sont les plus touchés par ce fléau. Singulièrement les enfants des communes rurales de Diganidougou et Baguindadougou semblent être les plus éprouvés par le problème de malnutrition aigüe où les prévalences sont respectivement de 37% et de 31%. La FAO est convaincue que les écoles peuvent contribuer de façon sensible à soutenir les efforts des pays pour lutter contre la faim et la malnutrition, et qu'elles peuvent aider à améliorer la nutrition et l'éducation des enfants et de leurs familles, dans les zones rurales comme dans les zones urbaines. Pour briser le cycle de la pauvreté et de la malnutrition, il est essentiel d'investir dans la nutrition et l'éducation. Les repas scolaires sont souvent le seul repas nutritif que l'enfant reçoit pendant la journée, ce qui soulage financièrement les familles. Par ce projet Educo, intervient dans 2 communes pour réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de 832 enfants dans la région de Ségou.

La mise en place de 4 cantines scolaires permettra à 832 enfants âgés de 6 à 12 ans de bénéficier chaque jour d'un repas équilibré et nutritionnel. Aussi, 60 personnes issues des familles les plus vulnérables (choisies selon des critères de vulnérabilités) ont été soutenues par la mise en place d'une activité cash for work pour la mise en oeuvre des champs collectifs, dont les denrées contribueront à hauteur de 25% au fonctionnement de la cantine en céréales. En 2017, Educo a postulé et obtenu le financement de la mairie de Madrid (Espagne) pour subvenir aux besoins alimentaires des enfants de ces 2 communes dans 4 écoles publiques du primaire pour une année.

MÉTHODOLOGIE

Les phases de réalisation de la mission d'évaluation sont une phase préparatoire, une phase de terrain et une phase de production de rapport. La phase préparatoire a consisté à la tenue d'une réunion préparatoire avec l'ONG Educo, l'élaboration et la validation du dossier d'évaluation. La phase de terrain a consisté à des enquêtes quantitatives et qualitatives auprès des élèves par rapport aux mesures anthropométriques, des cuisinières, des personnes issues des familles pauvres. Les autres acteurs qui ont été rencontrés en focus group sont les CGS, les APE/AME, les directeurs et les enseignants, etc. La phase post – terrain a consisté au traitement et l'analyse des données, la production et la finalisation du rapport de mission.

ANALYSE DES CRITÈRES D'ÉVALUATION

Les notes suivantes sont attribuées en fonction des critères :

CRITÈRES	NOTES SUR 5
Pertinence	5
Efficacité	4.5
Efficienne	5

Effets	4
Genre et inclusion	4.5
Approche Droits de l'Enfant	4
Pérennité	2

En termes de pertinence, le projet est conforme à la Stratégie Nationale de Pérennisation des Cantines. Il reste à mettre en adéquation avec le PDECOM et les PDESC des communes. Des centaines de témoignages similaires ont été collectées au cours de la mission.

Ces deux témoignages sont largement suffisants pour démontrer toute l'importance que les acteurs locaux et institutionnels accordent à la cantine :

Almahamadou DICKO, directeur de l'école de NTobougou « *La cantine a donné un nouveau souffle à l'école et à sa gouvernance. L'appui d'Educo a permis non seulement de maintenir les enfants à l'école, mais aussi de satisfaire à un besoin psychologique qui est de savoir que leurs enfants mangeront à satiété à midi* ».

Fakourou KOUMARE, citoyen d'un village témoin Diganidougou : « *Nous envions beaucoup les écoles de Kala et de Kossabougou pour les interventions de cantine. Educo les a aidés à trouver des solutions aux problèmes alimentaires de leurs écoles. Nos enfants continuent à étudier dans une incertitude totale (beaucoup d'enfants partent et viennent à l'école sans manger à leur faim)* ».

Pour ce qui est de **l'efficacité**, les activités ont été exécutées à 99% avec une bonne participation des communautés. Le niveau de satisfaction des acteurs institutionnels et locaux de 100%. Les acteurs considérant souvent les cantines non seulement comme un droit, mais aussi un moyen de survie pour les élèves. Les 09 activités ont été mises en oeuvre par l'ONG Educo avec une forte implication des communautés et des CGS. Il s'agit de la construction de 4 cuisines, 4 réfectoires et 4 magasins, de la dotation des cantines en ustensiles de cuisine, de l'approvisionnement des cantines en denrées alimentaires et condiments nutritifs, variés et de proximité et de l'appui à la préparation de repas chaud.

Les autres activités réalisées sont la mise en place et l'exploitation de champs communautaires pour proportionner des aliments aux cantines scolaires, la mise en place d'un système de collecte des denrées alimentaires auprès des communautés, le renforcement des capacités et accompagnement du CGS /CAP sur la gestion des cantines, la sensibilisation des élèves sur la nutrition/ hygiène alimentaire/ lavage des mains et le suivi participatif du fonctionnement de la cantine par Educo et le centre national des cantines scolaires, les communautés et les enfants.

Les résultats attendus du projet ont été atteints à 80%. Ce qui est un taux largement satisfaisant au regard de la courte durée de mise en oeuvre du projet (12 mois).

Résultat 1 : 4 cantines scolaires fournissent avec des produits locaux des repas équilibrés aux enfants :
L'analyse des documents et les rencontres avec le personnel d'Educo ont donné un taux d'atteinte des prévisions de 88% concernant l'IOV1.1 et de 100% pour l'IOV1.2. Les cantines scolaires ont offert aux élèves des quatre écoles un repas équilibré pendant 161 jours sur 182 jours prévues soit un écart de 21 jours correspondant au nombre de jours de cantine du mois de janvier 2018 pendant lequel il n'y a pas eu de préparation de repas chaud à midi.

Résultat 2 : Les écoles primaires participent à l'amélioration de la sécurité alimentaire des enfants :
L'objectif a été partiellement atteint concernant le RE2 (70%). Le niveau de contribution des communautés

et des communes reste encore faible pour assurer la pérennité des cantines. Cette contribution a besoin d'être renforcé au cours des prochaines années de mise en oeuvre d'autres phases. Les champs et les PM scolaires doivent être forcément agrandis à plusieurs ha et impliquer tous les acteurs dans leur exploitation. Cette exploitation ne doit pas concerner seulement les 60 personnes vulnérables. Elle doit concerner l'ensemble des parents d'élèves. L'expérience des champs scolaires exploités dans la région de Mopti (pour prendre en charge les salaires des enseignants dans les écoles communautaires) sont des cas expériences pratiques.

Résultat 3 : Les acteurs communautaires et étatiques prennent en charge le fonctionnement des cantines :
L'objectif du RE 3 est partiellement atteint (30%). Les 4 cantines scolaires ont été intégrées dans les projets des écoles respectives, mais non intégrés dans les Plans de Développement d'Education des Communes.

Une analyse du projet en termes de niveau de décaissement et de coûts unitaires indique qu'il a été réellement **efficace**. Les coûts sont raisonnables au regard des pratiques des ONG internationales au Mali. Les coûts sont presque égaux à ceux des marchés ordinaires des simples citoyens dans la région de Ségou et légèrement inférieurs à ceux des ONG internationales du domaine réalisant des cantines dans les régions de Mopti, Tombouctou et de Gao.

Le projet a induit **des effets** importants sur les élèves et les autres acteurs de l'école. Le projet a eu beaucoup d'effets positifs que sont une appréciation positive du projet par les acteurs, un engouement pour les élèves à aller à l'école, une réduction de l'absentéisme, des retards et des abandons, une légère amélioration de la performance des élèves, le renforcement de la cohésion sociale, de la promotion de l'hygiène à l'école et d'une culture de redevabilité.

Le tableau ci – après présente la situation de l'évolution positive des taux d'absentéisme et d'abandon :

Ecoles	Absentéisme		Abando		Retard	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Kala	14	6	24	8,8	20	3 à 4
Kossabougou	ND	5 à 6	6	0	30	30
Kaban	0	0	0	0	10	0

Genre et inclusion, on note que le projet de sécurité alimentaire dans les écoles a permis de renforcer la promotion du genre en termes de sexe en ciblant les femmes environ à 50% et les enfants à 100%. Le projet cible principalement les enfants (élèves garçons et filles de moins de 12 ans). La stratégie du projet a pour fondement une bonne participation des femmes et des filles à toutes les étapes. Elles ont participé pleinement au démarrage du projet lors des réunions de sensibilisation et des AG de concertation sur la gestion des cantines. Elles ont participé à toutes les formations des CGS et des cuisinières avec des taux variant respectivement entre 50 et 100%. Quant aux sensibilisations sur les droits des enfants et sur l'EHA réalisées respectivement les ONG prestataires au compte d'Educo (BNCE et Alphalog), elles ont enregistré des taux de 50% de femmes/filles.

Quant aux personnes vulnérables (femmes cuisinières et les 60 ménages pauvres exploitant les champs scolaires) qui ont été identifiées, elles ont bénéficié des interventions. Le montant accordé est insuffisant

pour améliorer amplement leurs conditions de vie et la stratégie d'exploitation est à revoir au regard des différentes expériences au Mali dans le domaine.

Le projet durant toute la durée de mise en oeuvre a poursuivi les efforts de renforcement de l'équité entre les sexes en termes de formation, de mise en oeuvre des activités et de suivi lors des concertations villageoises. Ainsi, les femmes et les filles ont participé aux activités de planification, de mise en oeuvre, de suivi et d'évaluation. Cette participation est une traduction de la volonté affichée par l'ONG Educo de promouvoir le développement durable et harmonieux centré sur le genre.

Concernant **l'Approche Droits de l'Enfant** (ADE), le projet de sécurité alimentaire dans 04 écoles a permis de renforcer l'accès aux droits à l'alimentation, à l'éducation et à l'intégrité physique. Les élèves ont accès à une alimentation équilibrée et saine, leur ambiance d'étude s'est fortement améliorée. Cependant, les CLBE chargés d'appuyer la protection de l'enfant à l'école (mais aussi dans la communauté) mis en place dans les différents villages sont dans un état de fonctionnement moyen. Les membres font de la sensibilisation dans les écoles sur les droits des enfants, le rôle des détenteurs de responsabilité et des titulaires d'obligation. Cependant, les CLBE manquent d'outils de gestion des cas (pas de traces d'activités réalisées). Les enfants à travers les responsables de classes et les rencontres dans les classes participent aux prises de décision.

En termes de **pérennité**, de nombreux mécanismes ont été mis en place. L'exploitation du champ villageois est à ses débuts et les périmètres maraichers (PM) n'ont pas débuté encore. Il faut élargir leur surface et leur rendement et impliquer l'ensemble des acteurs dans leur exploitation. Les femmes cuisinières sont bien formées et seront prêtes à continuer les activités tant que les produits alimentaires seront disponibles. L'activité est réalisée à tour de rôle entre les femmes, ce qui permet de dégager des jours de repos pour ces femmes. La contribution des villages concernés aux collectes des céréales est à ses débuts. Elle a besoin d'être étendue également aux condiments et aux poissons et viande en fonction des opportunités des localités. Malgré la formation des CGS et des enseignants, ils connaîtront certainement des difficultés qu'ils pourront surmonter ou pas en fonction du niveau de mobilisation et de leur ingéniosité et cela malgré les engagements pris par les communautés. La gouvernance des cantines est à ses débuts. Elle a besoin d'être poursuivie par des activités de concertation et de tenue des outils de gestion.

LEÇONS APPRISSES

Les leçons apprises du projet sont :

- Les cadres de concertations sont des espaces de redevabilité à généraliser pour une gestion globale plus efficace de l'éducation primaire ;
- Les cantines contribuent à la sécurité alimentaire autant des élèves filles/garçons que des familles du fait que les enfants mangent à l'école, cela créant des économies en termes de quantités préparées dans les domiciles ;
- La pérennisation des cantines est un travail à faire sur plusieurs années étant donné que les mécanismes d'auto-prise en charge par les communautés ne sont pas encore bien solides : Educo doit entreprendre une étude de faisabilité approfondie des cantines pour évaluer leur durabilité en fonction des localités en vue de mieux préparer les communautés et les communes dans la prise en charge de ces cantines.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations formulées en vue d'une deuxième phase sont :

- Prolonger la durée de projet à 4 ou 5 ans pour mieux préparer les acteurs de terrain.
- Consolider les acquis du projet en renforçant les mécanismes de pérennisation.
- Renforcer les dispositifs de gestion, de suivi et d'évaluation des cantines scolaires.
- Intégrer les activités de cantines dans les documents administratifs au niveau des communes (PDESC et PDECOM)